

Rapport moral 2021 du Président Jean-Jacques Gouguet

Quelle agriculture pour demain ?

La pandémie actuelle de Covid-19 constitue une bonne opportunité pour revenir sur la responsabilité du modèle agricole productiviste.

De façon générale, ce sont les activités humaines qui, par leur impact sur l'environnement, sont à l'origine des pandémies actuelles: le changement d'affectation des sols avec l'agriculture et l'élevage industriels, la déforestation, l'urbanisation, la mise en place de grandes infrastructures (transport, énergie...); le commerce d'animaux sauvages; le réchauffement climatique.

Nous discuterons uniquement de la responsabilité de l'agriculture industrielle dans un contexte de réchauffement climatique.

Depuis très longtemps, SRL dénonce les méfaits de ce type d'agriculture pour l'environnement, ce qui n'est pas sans rencontrer de multiples oppositions :

- Il y a tout d'abord un certain nombre de lobbies qui s'organisent pour faire obstacle au changement.
- Il y a ensuite la volonté d'imposer la même vision du monde (le «business as usual ») pour sortir de la crise actuelle.

1 - Une résistance au changement

L'affaire Demeter

C'est toute la question de la mise en place des observatoires antibashing pour protéger le secteur agricole contre les menaces dont il ferait l'objet, notamment de la part des méchants écologistes. Face à cette mesure, SRL a déclaré auprès des autorités préfectorales qu'elle ne renoncerait pas à dénoncer, par la parole et le débat argumenté, les modes d'agriculture non durable et les pollutions générées par une partie du monde agricole.

Il n'est pas supportable en effet d'assimiler une critique scientifique du modèle productiviste agricole à du dénigrement. Il est tout à fait légitime aujourd'hui de dénoncer les multiples pollutions de l'air, des sols et de l'eau dont l'agriculture est responsable.

Il en est de même des conditions indécentes d'élevage intensif ou des conditions insoutenables d'abattage industriel d'animaux qualifiés parfois de « minerais » !

Il n'est pas légitime dans une démocratie digne de ce nom de contraindre un débat public libre sur de tels sujets de société qui méritent d'être amplement discutés au nom de la survie-même de l'humanité. Non seulement ce modèle agricole productiviste ne

sera pas capable de nourrir durablement la planète mais, plus grave encore, il est destructeur de ressources et d'écosystèmes indispensables à la vie et responsable de pandémies.

C'est dans un tel contexte qu'il a été reproché à notre juriste et porte-parole d'avoir pénétré sur une propriété privée, à savoir des terrains non clos jouxtant les serres à tomates industrielles d'Égletons, sans l'autorisation du propriétaire, en compagnie de journalistes disposants de cette autorisation, afin de répondre à une interview de quelques minutes sur la légitimité d'une telle installation et sa responsabilité dans la destruction d'une zone humide. Or, la préservation du vivant et de l'environnement fait partie des priorités actuelles si on veut avoir quelque chance de garantir la survie de l'humanité.

On ne peut plus se permettre de continuer à détruire systématiquement le vivant, ce qui nous conduit inévitablement vers des seuils d'irréversibilité. La communauté scientifique internationale reconnaît ainsi par exemple que les zones humides font partie des biens communs à défendre en toute priorité. Une telle affirmation n'a rien à voir avec de « l'agrobashing » mais relève de la connaissance scientifique sur laquelle s'appuie toujours la stratégie d'action de Sources et Rivières du Limousin.

La dernière réaction de SRL aux côtés d'autres associations se rapporte aux propos signés d'un vice-président de Chambre d'Agriculture. Le ton de cet éditorial reflète, par les termes utilisés, une violence et une vulgarité inadmissibles à ce niveau d'exercice de responsabilité :

« punition », « ils n'auront jamais la paix », « nous faire chier », « l'administration s'en fout », « le pire des criminels », « race d'emmerdeurs ».

L'affaire des étangs

Comme pour le modèle agricole dominant, la dénonciation par SRL de la nocivité des 22000 étangs du Limousin a déclenché un tir de barrage de la part de la DDT87, du syndicat des étangs (Le dernier éditorial du Président du syndicat des étangs de la Haute Vienne fait état de « l'idéologie des extrémistes de l'écologie » !), et de la chambre d'agriculture qui soutient une association de propriétaires d'étangs engagés dans la promotion du poisson local. Et tout ce beau monde a mis en avant les travaux de géographes d'Orléans pour cautionner « scientifiquement » la défense des étangs.

Nous ne reviendrons pas sur le détail de notre argumentation (voir notre plaquette d'information) mais nous rappellerons simplement quelques résultats robustes concernant l'impact cumulé des étangs, qui émergent des études sérieuses existantes :

- Les impacts vont tous dans le sens d'une diminution des débits à l'aval, même si son intensité peut être variable dans le temps et dans l'espace (d'un bassin versant à un autre).
- La localisation (amont/aval) et la répartition géographique des retenues dans le bassin versant sont des variables déterminantes.
- La connectivité et la distance d'influence entre retenues permettent de comprendre l'évolution de la qualité physico chimique de l'eau.

La principale conclusion est qu'il faudrait à minima apporter des améliorations dans les domaines suivants :

- Le recensement et la caractérisation des retenues
- Une modélisation hydrologique et une élaboration d'indicateurs pour améliorer l'aide à la décision
- L'élaboration d'un bilan coûts / bénéfices de l'intérêt des retenues.

SRL demande depuis de nombreuses années de telles études pour mettre en place une vraie planification de la mise en conformité ou de l'éradication des étangs en Limousin.

2 - Le choix d'un modèle agricole

A l'heure des réflexions menées par SRL sur la sécheresse, les étangs, les retenues et les multiples atteintes à la ressource en eau, à l'heure de la fausse réforme de la PAC, il était intéressant de commenter le rapport du CGEDD (Conseil général de l'environnement et du développement durable) et du CGAAER (Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux) : « Changement climatique, eau, agriculture. Quelles trajectoires d'ici 2050 ». Voilà un rapport qui ne devrait pas faire date dans les annales tant il est confus, ambigu et sans vision prospectiviste :

- La confusion provient de l'utilisation d'un jargon technocratique insupportable dans lequel par exemple la permaculture devient l'ACS : «Agriculture de Conservation des Sols» (il fallait y penser !). Elle vient également d'un usage intempestif des sigles et il est prudent de se munir en permanence du glossaire. Il en ressort un rapport pénible à lire et manquant singulièrement de clarté dans son écriture et sa structuration.
- L'ambiguïté provient du fait d'affirmer le tout et son contraire. Le capitalisme raisonnable est un pur fantasme. Un modèle agricole à la fois rentable et respectueux de l'environnement dans un univers concurrentiel n'a encore jamais existé.
- La vision prospectiviste est totalement absente de ce rapport qui raisonne toujours toutes choses égales par ailleurs, c'est-à-dire « business as usual ». De plus, il y a toujours cette foi absolue dans le progrès technique qui va permettre de tout solutionner et permettre de relancer un modèle agricole à la fois rentable et respectueux de l'environnement. Le rêve !

Il est difficile en quelques lignes d'analyser en détail ce rapport. Nous nous contenterons de donner quelques interprétations critiques générales.

Capitalisme raisonnable

Les rédacteurs de ce rapport devraient réfléchir au fait qu'il va peut-être falloir choisir entre préserver la planète ou sauver le capitalisme. On ne peut pas avoir les deux en même temps. Ce rapport est donc éminemment ambigu : on voudrait bien d'une agriculture compétitive tout en respectant les contraintes environnementales.

Selon nous, cela n'est pas possible et le capitalisme raisonnable n'existe pas :

- Soit on veut privilégier la ressource en eau pour les générations futures et il faut arrêter son gaspillage. Cela implique un renoncement au modèle productiviste agricole actuel et notamment l'abandon des grandes cultures irriguées.
- Soit on veut continuer la course au profit et il faut alors renoncer à une utilisation raisonnable de la ressource en eau.

Capitalisme, écologie et progrès technique

De façon générale, le capitalisme n'est pas compatible avec l'écologie.

Il implique des modes de production et de consommation qui conduisent inévitablement à la catastrophe climatique et à l'effondrement de la biodiversité. Un tel aveuglement va de pair avec une foi absolue dans le progrès technique supposé apporter la solution à tous nos problèmes.

Le présent rapport est dans cette ligne de pensée :

- Il n'y a pas de remise en cause du productivisme agricole, bien au contraire.
- Il y a la mise en avant d'innovations technologiques pour alimenter une « agriculture de précision »
- Il n'y a aucune reconnaissance de la responsabilité majeure de l'agriculture productiviste dans la zoonose actuelle et dans la plupart des problèmes écologiques contemporains comme la pollution de l'eau, de l'air et des sols.

Ce rapport ne parle que d'adaptation de l'agriculture au réchauffement climatique sans mentionner que c'est justement ce modèle agricole qui est en partie à l'origine des catastrophes actuelles.

Un panier de solutions

Le rapport avance un « panier de solutions » qui mélange toutes sortes de propositions hétéroclites sans que l'on ne voit véritablement une ligne directrice au service d'un changement majeur d'orientation du modèle actuel.

Se mêlent ainsi dans ce panier : « des itinéraires techniques agroécologiques, de la génétique végétale, de l'irrigation de résilience, de nouveaux agroéquipements, des systèmes de production résilients, des infrastructures écologiques ».

On admirera une fois de plus le vocabulaire technocratique et, derrière, l'affirmation de la foi dans le progrès technique avec, en même temps, un retour à la tradition.

Par exemple, il est préconisé une promotion des « pratiques de l'agriculture de conservation des sols (ACS) » pour désigner la permaculture, tout en reconnaissant que la transformation du modèle actuel destructeur de la biodiversité des sols ne sera pas immédiate !

Sur « l'irrigation de résilience », on retrouve le même jargon technocratique et la même idéologie du « tout est possible » : « Cette irrigation vise une conduite des cultures non à l'objectif maximum de production mais vers un optimum faisant converger rentabilité agricole et économie de la ressource en eau » (p.42).

Répétons qu'il faudra choisir la rentabilité ou la préservation de la ressource, mais pas les deux en même temps.

Par ailleurs, les préconisations pour augmenter la disponibilité de l'eau agricole (transferts d'eau, retenues de substitution, réalimentation artificielles des nappes, barrages...) sont toutes très dangereuses et mériteraient une plus ample analyse critique. **Soulignons seulement que la solution ne réside pas dans l'adaptation de la ressource en eau à l'agriculture mais dans la démarche inverse** : compte tenu de la raréfaction de la ressource quel type d'agriculture faut-il mettre en place , mais surtout quels produits faut-il mettre sur le marché ?

C'est ce qui manque singulièrement dans ce rapport, au-delà des aménagements techniques contenus dans le « panier de solutions ».

En particulier, il n'y a aucune réflexion sur le type de besoins à satisfaire en 2050. Or, il est évident que notre assiette alimentaire devra être complètement révisée : moins de viande, moins de lait, moins d'œufs, moins de poissons.

A aucun moment, ce rapport ne réfléchit sur les conséquences d'une telle modification du contenu de nos assiettes futures sur la nature des productions agricoles nécessaires à leur satisfaction.

En conclusion, ce dont on a le plus besoin aujourd'hui n'est pas tant une agriculture techno-scientifique, qu'une vraie agriculture paysanne et familiale qui sera capable de nourrir correctement la planète entière, ce que ne sera pas capable de faire le modèle agricole ici préconisé.

Il reste peut-être à souhaiter que la pandémie actuelle de Covid-19 ouvre les yeux à un certain nombre de décideurs pour que cesse ce véritable déni de la question environnementale et qu'on prenne enfin les décisions au service d'un modèle de soutenabilité.

SRL continuera, en dépit des obstacles, et grâce à votre soutien, d'essayer de faire avancer cette cause environnementale.

Jean-Jacques GOUGUET

Président de SRL